

Alain Lipietz

L'IMPÉRIALISME, OU LA BÊTE DE L'APOCALYPSE
 Modestes considérations
 sur la mouvante division internationale du travail

L'ordre que notre esprit imagine est comme un filet, ou une échelle, que l'on construit pour atteindre quelque chose. Mais après, on doit jeter l'échelle, car on découvre que, même si elle servait elle était dénuée de sens... Les seules vérités qui servent sont des instruments à jeter.

Umberto Eco,
 le Nom de la rose.

Mon ambition n'est nullement de présenter ici, « la » vraie théorie des tendances à l'œuvre dans la division internationale du travail, des origines de l'impérialisme à la crise actuelle. Au contraire, je voudrais tout d'abord avancer quelques prudentes considérations méthodologiques et mettre en garde contre quelques mésusages de termes, de concepts, que nous employons tous (j'entends, celles et ceux qui font référence à la théorie marxiste, et plus généralement à l'analyse en termes de dépendance et domination).

* Cet article reprend une intervention prononcée au Colloque « Le Canada dans la Nouvelle Division Internationale du Travail », Université d'Ottawa, janvier 1985.

Trop souvent en effet, face à l'optimisme (ou^{est} cynisme) de la pensée libérale, il nous est arrivé, il nous arrivera encore de présenter l'histoire concrète comme le déroulement implacable de quelque concept, tel l'impérialisme, et de pratiquer ce que Bourdieu [1980] appelle le « fonctionnalisme du pire » : si le monde est ainsi fait, c'est qu'il a été construit « dans l'intérêt des puissants », ou « conformément aux exigences du système », etc. La notion même de « division internationale du travail » (sans parler d'Ordre économique international !) ne suggère-t-elle pas l'opération d'un Grand Ingénieur-Entrepreneur suprême, organisant le travail mondial selon quelque plan préconçu ? Suivant les goûts et le style de chacun, ce travail d'horlogerie sera le fruit des efforts de sujets bien identifiables : les Firmes Multinationales, la Commission Trilatérale, ou au contraire le déploiement des nécessités immanentes d'un ectoplasme aussi remuant que machiavélique, le Capitalisme mondial, l'Economie-monde... Or, une telle tendance ne saurait déboucher, encore une fois selon les styles, c'est-à-dire selon le poids de l'expérience sur la personnalité de chacun d'entre nous, que sur un plat pessimisme de la raison (« on n'y peut rien, le système est contre nous ») ou sur un nouvel opium du peuple (« il finira par s'effondrer selon ses propres contradictions »). Est ainsi reniée « l'âme vivante du marxisme : l'analyse concrète de la situation concrète », fondement de l'optimisme de la volonté.

Et pourtant, dans une seconde partie, je ferai tout de même ce qu'on attend d'un chercheur : présenter, très brièvement, sous forme d'une esquisse ultra schématique, le résultat de mes quelques travaux à propos des caractères actuels des transformations dans la division internationale du travail, sous le coup de la crise présente¹. Et naturellement, j'oublierai alors toute prudence, je parlerai d'ancienne et de nouvelle division du travail, de centre, de périphérie, de fordisme, de taylorisation sanguinaire, de fordisme périphérique, et autres conceptualisations risquées. J'espère montrer que ces échafaudages peuvent être de quelque utilité pour saisir le réel, et qu'en même temps, par bien des aspects, ils sont bons à jeter au feu.

1. Voir LIPIETZ [1977], [1981], [1982A] ; CEPREMAP [1980].

I. — SUR LA MÉTHODE

Je voudrais donc, pour commencer, mettre en garde contre deux de nos travers : déduire la réalité concrète de lois immanentes elles-mêmes déduites d'un concept universel (l'Impérialisme, la Dépendance), et d'autre part — ce n'est que l'autre aspect du même biais — analyser chaque évolution concrète en fonction des exigences du susdit concept, en particulier, analyser les évolutions internes de chaque formation économique nationale comme l'exécution d'une partition sous la direction d'un maestro mondial, en admettant au mieux que le maestro n'est pas lui-même à proprement parler un (mauvais) sujet.

1) *La méthode de l'Apocalypse.*

Un intellectuel italien, Umberto Eco, revenu de bien des choses sans être revenu de tout, vient de commettre un remarquable roman policier. On y voit un Sherlock Holmes franciscain, Guillaume de Baskerville, dénouer l'intrigue d'une mystérieuse série de crimes dans une abbaye du Moyen Age. Les crimes semblent s'enchaîner comme les malédictions de l'Apocalypse. Suivant ce fil, Guillaume trouve l'assassin, le mobile, et constate que chaque crime a sa raison propre, ses causes prochaines, qui n'ont bien sûr rien à voir avec l'Antéchrist. Mais (et c'est la suprême astuce du roman) :

— le « coupable » s'est lui-même convaincu qu'il suivait le plan de l'Apocalypse ;

— l'un des crimes au moins a été mis en scène en conséquence ;

— et, en dernière analyse, l'assassin a effectivement tenu le rôle de l'Antéchrist (en un sens évidemment très spécifique).

Et Guillaume (qui est bien sûr largement le porte-parole du très grand philosophe Guillaume d'Okham) d'en déduire la vanité des lois générales, et la richesse des événements singuliers.

Très belle histoire que ce roman, et quelle leçon pour nous ! N'avons-nous pas, à force de conceptualiser, généraliser, dogma-

tiser notre réflexion, inventé des Bêtes de l'Apocalypse dont nous avons voulu déduire, à partir de leurs propriétés, le déroulement futur de l'histoire concrète ? Ainsi, n'avons-nous pas affirmé dans les années 60 que les lois immuables de l'impérialisme creuseraient inmanquablement l'écart entre les nations, polarisant toujours la richesse d'un côté, la pauvreté de l'autre ? N'en avons-nous pas déduit l'implacable succession des étapes du développement ? N'avons-nous pas pronostiqué l'impossibilité du développement industriel des pays dominés ? Alors, quand dans les années 70, l'Angleterre accéléra sa chute, les USA entrèrent dans leur déclin, les nouveaux pays industriels prirent leur essor du sein de la « basse-cour » de l'impérialisme, qu'avions-nous à dire ? Et certains de rethéoriser aussitôt, de revenir à d'autres versets de l'Apocalypse, qui annonçaient un autre avenir aussi inéluctablement nécessaire. Et Bill Warren [1980] de repêcher ce vieux texte de Marx sur *les Chemins de fer en Inde*, censés développer les rapports capitalistes aussi sûrement que les forces productives devaient entraîner le bouleversement des rapports de production (c'était pourtant l'une des plus mémorables bourdes de ce très grand prophète !). Et d'autres de reconceptualiser l'histoire, et de diagnostiquer le déplacement du centre de l'économie-monde vers un point incertain autant qu'aquatique entre Tokyo et Los Angeles, et d'affirmer une nouvelle division internationale du travail sortie armée de pied en cap d'un obscur soubresaut du Capital Mondial. Et quand, en 1980, les « NPI » entrèrent à leur tour en crise, on en vit d'autres encore, restés fidèles comme une horloge arrêtée à la vieille division internationale du travail, sourire avec malice : « On vous l'avait bien dit. » Naturellement, je n'ai pas échappé à ces diverses tentations, parfois aux trois en même temps.

Le fond de la question, c'est que, disait Lénine, « l'Histoire a infiniment plus d'imagination que nous ». Celle du genre humain j'entends, celle de ce « sujet objectif » (Kosik [1970]), qui crée sa propre histoire, non comme un sujet doué de projet, mais comme un vaste corps composé de millions de sujets en lutte les uns contre les autres, avec leurs victoires et leurs défaites.

2) *Les « habitudes de l'Histoire ».*

Est-ce à dire que, face à la liberté de l'Histoire, aucune connaissance rationnelle ne soit possible ? Aucune loi universelle, aucune nécessité, donc aucune science, aucune généralité, aucun concept ? Pour parler comme Guillaume, toute loi limitant la liberté de Dieu, est-il impossible de concevoir une nécessité tissée de possibles ?

A cette question, Guillaume (le vrai, d'Okham) répondait : si. Parce que d'une part Dieu dans sa liberté est soumis au principe de non contradiction, tout ne peut pas arriver. Parce que d'autre part la puissance de Dieu se matérialise en création, qui, elle, est bien réifiée, comme une « puissance conditionnée, l'habitude de la nature créée ».

Rassurez-vous, je ne viens pas faire un cours de théologie. Mais Spinoza ne disait-il pas « Dieu, ou si vous voulez la nature » et ce faisant ne distinguait-il pas « nature naturante » et « nature naturée » ? Et Marx, qui « ne connaissait qu'une science, celle de l'Histoire » n'a-t-il pas lui aussi précisé : « Les hommes font leur propre histoire, mais sur la base de conditions données, héritées du passé » ?

Dès lors, si nous nous en tenons fermement à ce matérialisme dialectique, il existe un projet scientifique pour les sciences de l'homme : l'étude des *régularités* qui s'imposent dans les rapports entre les hommes, telles qu'ils les ont produits dans leurs luttes passées, l'étude des crises dans ces régularités, dues aux contradictions qui n'étaient que provisoirement résolues, l'étude du changement dans ces régularités, dues aux luttes présentes des hommes, pour ou contre leur liberté.

C'est dire que les concepts que nous utilisons ne sauraient tomber du ciel. Ils sont au contraire le produit de systématisations partielles d'un réel qui ne forme lui-même que partiellement système. Ils servent alors à reconnaître dans d'autres situations concrètes des traits généraux déjà éclairés par eux. Dès lors, ou ils s'avèrent pertinents, et peuvent aider à la libération des hommes opprimés par les « habitudes de l'histoire ». Ou bien ils s'avèrent inefficaces et doivent alors être modifiés, et s'il le faut, rejetés. Ajoutons qu'il en découle également que plusieurs systématisations partielles, plusieurs

concepts, peuvent concourir à éclairer le même objet : aucun sectarisme, aucun fétichisme du concept, ou pire, ~~de~~ livre, n'est admissible dans l'analyse concrète.

Et c'est sans doute dans l'étude du système de l'économie mondiale que s'impose la plus grande prudence, système dont Charles-Albert Michalet [1976] soulignait avec raison qu'il n'est lui-même qu'un processus de totalisation partielle. D'ailleurs, nous, économistes, n'en étudions que quelques aspects, dont nous nous flattons d'affirmer (avec quelques raisons) qu'ils sont « déterminants en dernière instance ».

Je souligne que cette prudence n'échappait pas à nos maîtres. J'ai cité Marx et Lénine, citons ces pères de la théorie de la Dépendance, Cardoso et Faletto [1967] :

le concept de dépendance... prétend donner une signification à une série de faits et de situations qui apparaissent conjointement à un moment donné... On cherche à instituer par son intermédiaire des rapports qui rendent intelligibles les situations empiriques en fonction du mode de connexion entre les composantes structurelles internes et externes. Ces dernières cependant s'expriment également dans cette perspective comme mode particulier du rapport entre groupes et classes sociales et dans le cadre des nations sous-développées.

Il faut bien reconnaître, hélas, que les concepts de Dépendance, ceux de Modes de Production, d'Impérialisme, etc., ont vite fait de voler de leurs propres ailes, pour revenir fondre sur nous sous formes de systèmes qui, de serviteurs de la pensée éclairant le réel, sont devenus des maîtres qui obscurcissent le réel, ses spécificités, ses différences, ses transformations...

C'est pourquoi il ne faut jamais craindre, au nom d'on ne sait quel fondamentalisme, d'enrichir un concept, en particulier par d'autres concepts saisissant justement ce par quoi le réel ~~de~~ fait objet suffisamment stable pour être susceptible de conceptualisation. On peut ainsi rendre compte des évolutions et des spécificités.

Prenons le cas du mode de production capitaliste. Un concept

déjà très riche qui repère la stabilisation d'un certain système de rapports entre les hommes dans certaines contrées, à certaines époques. Nous en connaissons les tendances, les contretendances, les unes par l'observation, les autres par déduction logique.

Une des grandes contradictions de ce mode de production tient à son aspect « marchand ». C'est-à-dire que, si les capitalistes savent organiser la production dans leurs entreprises avec la plus grande minutie, et, moyennant « l'habitude et le calcul », y établir « la loi de fer de la proportionnalité » (Marx [1867, chap. XIV]), ils se comportent vis-à-vis du reste de la société comme des parieurs privés : leurs produits trouveront ou ne trouveront pas preneur à un prix rentabilisant la production. C'est le fameux problème de la *réalisation*. Et pourtant ça marche... sauf justement quand il y a crise. Etudier comment ça marche nécessite la production de nouveaux concepts. Avec certains collègues français², nous avons proposé ceux de « régime d'accumulation » et de « mode de régulation ». Le « régime d'accumulation » décrit la stabilisation sur une assez longue période de l'affectation du produit entre la consommation et l'accumulation, ce qui implique une certaine correspondance entre la transformation des conditions de la production et celle des conditions de la reproduction des salariés, mais aussi certaines modalités de l'articulation entre le capitalisme et d'autres modes de production, entre l'intérieur de la formation économique et sociale considérée et l'extérieur de celle-ci, etc.

Mathématiquement, un régime d'accumulation se décrit par un certain schéma de reproduction. S'il existe, c'est qu'il est cohérent : tous les régimes d'accumulation ne sont pas possibles. Or, bien sûr, rien n'oblige l'ensemble des capitaux individuels à venir se ranger docilement dans un schéma de reproduction cohérent. Il faut donc qu'existent une matérialisation du régime d'accumulation sous formes de normes, d'habitudes, de lois, de réseaux régulateurs, qui assurent, à travers la routine du comportement des agents en lutte les uns contre les autres (dans la lutte économique entre capitalistes et salariés, dans la concurrence entre les capitaux), l'unité du processus, le respect approximatif du schéma de reproduction. Cet ensemble de règles

intériorisées et de procédures sociales, qui incorpore le social dans les comportements individuels (on pourrait ici mobiliser le concept d'« habitus » de Bourdieu), c'est ce qu'on appelle « mode de régulation ». Ainsi, le régime d'accumulation dominant dans l'après-guerre, dans les pays de l'OCDE, régime d'accumulation intensive centré sur la consommation de masse, s'accompagne d'un mode de régulation très différent du capitalisme du XIX^e siècle, avec contractualisation du salaire, élargissement du salaire indirect, monnaie de crédit à cours forcé, politique keynésienne de l'Etat : ce que nous appelons « régulation monopoliste ». En hommage à Gramsci, nous avons appelé « fordisme » ce régime d'accumulation couplé à ce mode de régulation (Coriat [1979]).

Remarquons bien que tout mode de régulation ne peut réguler n'importe quel régime d'accumulation, et qu'en outre un même mode peut se présenter comme des combinaisons assez différentes de formes de régulation partielles. Le « salaire indirect » n'a pas aux USA l'importance qu'il a en Europe du Nord.

Et surtout — c'est l'essentiel — l'émergence d'un nouveau régime d'accumulation n'est pas inscrit dans le destin du capitalisme, même s'il peut correspondre à certaines « tendances » repérables, et la stabilisation d'un mode de régulation n'est pas le produit des exigences d'un régime d'accumulation qui viendrait, du dehors de la caverne des idées platoniciennes, dicter ses lois aux ombres que nous sommes. Régime d'accumulation et mode de régulation sont des « trouvailles » de l'histoire de la lutte des hommes, des « trouvailles » qui ont réussi quelque temps parce qu'elles se sont révélées assurer une certaine régularité, une certaine permanence à la reproduction sociale. Mais, de même que la nature est pleine de bizarreries, ornithorynques, toucans, qui ont survécu sur une maigre souche entre les « équilibres ponctués » qui scandent l'évolution des espèces, de même l'histoire du capitalisme est pleine d'expériences sans lendemain, de révolution résorbées, de prototypes sans suite, de pures et simples monstruosité. Inutile de chercher à étendre toute formation sociale sur le lit de Procuste d'un régime d'accumulation adapté à une situation typique (comme ce que nous appelons le « fordisme ») : non seulement elle n'obéit pas forcément à ce régime d'accumulation, mais peut-être n'obéit-elle

2. Voir AGLIETTA [1976], CEPREMAP [1977], BOYER et MISTRAL [1978], LIPIETZ [1979].

à aucun régime d'accumulation stabilisé : elle est en crise, tout simplement³.

3) *Le fonctionnalisme du pire.*

Ce que nous venons de dire sur la précarité des cas de fonctionnement satisfaisant du capitalisme, l'ampleur des contradictions à résoudre pour que puisse s'enclencher et se poursuivre sa reproduction, la nécessité de « trouver » un régime d'accumulation et de « monter » un mode de régulation qui lui convienne, bref le caractère bien plus improbable que nécessaire de l'existence du ou des capitalismes concrets, ne doit pas mener à penser qu'à contrario, « quand ça marche, c'est que c'est étudié pour », que le mode de régulation a pour fonction de faire marcher le régime d'accumulation, que la Sécurité sociale a été inventée « pour » faire tourner régulièrement la production de masse, etc. Simplement, un régime d'accumulation et des formes de régulation se sont stabilisés ensemble, parce qu'ils permettaient aux rapports sociaux de se reproduire sans crise pendant un certain temps. Tout au plus, peut-on pratiquer un certain « fonctionnalisme a posteriori », comme métaphorique : « Tout se passe comme si... », par exemple, le sous-développement de la périphérie avait servi à faire marcher le capitalisme au centre ! Nous arrivons ici à notre seconde mise en garde.

Nulle part ailleurs sans doute que dans la théorie des rapports internationaux, les tendances au fonctionnalisme, voire même à l'intentionnalisme, comme aboutissement d'une variété de systémisme, ne sont aussi évidentes et dommageables. Ne parlons pas de Ricardo et des tenants du théorème HOS, pour qui la division internationale du travail semble résulter de quelque conférence mondiale qui, ayant mesuré les productivités

3. Malléabilité des concepts : on peut dire qu'une économie traverse une grande crise quand son mode de régulation n'assure plus la stabilité de son régime d'accumulation. Mais après tout, le monde ne s'arrêtant pas de tourner pendant la crise (par exemple depuis 1973), on peut aussi, pourquoi pas, parler de « régime de crise », comme certains parlent de « développement dépendant ». L'essentiel est de savoir jeter un concept quand il a trop servi.

relatives, évalué les préférences collectives et considéré la dotation initiale des facteurs, aurait computed la répartition optimale de la production, chaque conférencier repartant ensuite chez lui convaincu non seulement des vertus du libre échange, mais également de la légitimité du lot échu à son pays de par la loi des coûts comparatifs, et enfin capable d'imposer à son pays la spécialisation convenue.

L'immense mérite des théoriciens de l'Impérialisme ou de la Dépendance est d'abord d'avoir balayé l'apologétisme de cette fable, d'avoir souligné que les différences empiriquement incontestables entre espaces économiques consistaient en différences de richesse et de pouvoir, et que ceux qui trouvaient intérêt à cet état de fait faisaient bien plus confiance, pour le maintenir ou l'imposer, à la poignée de main invisible de la corruption, ou à la botte sonnante des militaires, qu'à la main invisible du marché.

Reprenant contre celle de Ricardo la tradition d'Adam Smith, les marxistes puis les théoriciens de la Dépendance⁴ montrèrent avec raison comment l'existence d'un « développement inégal » du capitalisme entre les nations, puis la stabilisation d'une certaine structure d'échanges, favorisaient l'accumulation la plus rapide dans quelques pays « avancés », en résolvant d'une certaine manière au profit du capitalisme de ces pays les contradictions du mode de production. En somme il aurait existé comme un régime d'accumulation à l'échelle mondiale, par rapport auquel la polarisation centre/périphérie aurait joué un rôle régulateur.

De là à dire que ce régime s'était imposé (j'insiste sur l'impersonnalité de la forme grammaticale !) aux pays dominés parce qu'il fallait que certaines zones occupent la *fonction* de résoudre les problèmes du capitalisme, ou pire, que « l'on » avait imposé ces rapports de domination *dans l'intention* de les résoudre, il n'y a qu'un pas. Sujet conscient imposant les exigences du centre, ou réalité immanente mondiale séparant aux fins de son propre fonctionnement le centre de la périphérie comme Dieu sépara le firmament des eaux, ce n'est là encore que question de style. Et il faut bien dire que le pas en direction du fonctionnalisme et de l'intentionnalité fut franchi hardiment,

4. Voir leur filiation dans PALMA [1978].

dès l'origine. Pour nous en tenir à l'école de la Dépendance, il est franchi très subtilement chez Cardoso [1970] :

il n'existe pas de distinction métaphysique entre conditions externes et internes. En d'autres termes : la dynamique interne des pays dépendants serait un aspect particulier de la dynamique plus générale du monde capitaliste. Cette dynamique générale n'est pas cependant un facteur abstrait produisant des effets concrets ; elle existe par le biais tant des modes singularisés de son expression dans « la périphérie du système » que dans le mode d'articulation du capitalisme international⁵.

Mais l'intentionnalisme et le fonctionnalisme du pire éclatent dès l'origine chez Baran (cité par Palma) :

Ce qui est décisif, c'est que le développement économique des pays sous-développés est profondément inamical pour les intérêts dominants dans les pays capitalistes avancés.

Je n'ai nullement l'intention de disculper les grands Satans américains ou anglais, pas plus d'ailleurs que le petit Satan français, ni ces grands Satans plus abstraits que sont le Capitalisme et l'Economie-Monde. Je dis qu'il ne faut pas confondre le résultat avec la cause de l'existence, et un ensemble de régularités partielles qui « font système » avec un système qui se déploie. La formation de la division internationale du travail peut d'autant moins être pensée comme un système volontairement ou fonctionnellement organisé qu'à la liberté de l'Histoire, aux luttes de classes, à la concurrence des capitaux, dont nous avons parlé plus haut, s'ajoute le cloisonnement qu'introduit le fait national et la souveraineté des Etats dans la reproduction des rapports sociaux.

L'Etat est en effet la forme archétypale de toute régulation : c'est à son niveau que se règle la lutte des classes, c'est la

5. On remarque ici comment le « réalisme des universaux » se fait systémisme, et de là suggère d'une part un fonctionnalisme qui n'est pas ici explicite, et d'autre part un primat de fait des causes externes.

forme institutionnelle où se condense le compromis sans lequel les différents groupes qui composent la communauté nationale se consumeraient dans une lutte sans fin (non que la lutte ait une fin, mais en général les classes ne s'y consomment pas). Affirmer que le capitalisme mondial se serait institué, d'emblée, comme un régime d'accumulation unique avec ses formes de régulation globale serait supposer qu'à l'échelle du monde se seraient établis en même temps des flux d'échanges réguliers, des normes sociales, des procédures codifiées et garanties par une souveraineté unique, éventuellement déléguée à des Etats locaux. Ce serait supposer que chaque compromis ou chaque déplacement du rapport de forces en un point de la terre correspondrait aux nécessités d'ajustement d'un système cybernétique doté d'une parfaite homéostasie.

Image aussi désespérante (en fait) qu'irréaliste. Le développement du capitalisme dans chaque pays est d'abord et avant tout le résultat de luttes de classes internes, résultant en ébauches de régimes d'accumulation consolidées par des formes de régulation adossées à l'Etat local. Dans ces formations sociales nationales, il peut se trouver que le rapport à l'extérieur noué parfois bien antérieurement par certains agents (entreprises commerciales ou expéditions militaires) se révèle utile, et acquière une importance qui peut devenir décisive dans le régime d'accumulation, en sorte que la formation économique nationale ne peut plus fonctionner sans ce type de rapport, parce qu'il résoud une ou des contradictions de son mode de reproduction. Dès lors, ce type de rapport modèle les « habitudes » de la société locale, participe à sa régularité, en sorte qu'il apparaît « être là pour ça ». En réalité, certains rapports compatibles se sont combinés, et voilà tout. D'autres auraient pu être, mais ç'aurait été une autre histoire. Ce dont il s'agit dès lors, c'est d'étudier pour elle-même chaque formation sociale nationale, y repérer la succession de ses régimes d'accumulation, de ses modes de régulation, faire l'analyse concrète de leur essor et de leur crise, dans lesquels les rapports externes peuvent avoir un plus ou moins grand rôle. Cela, on le fait d'ailleurs couramment dans les pays du centre, mais les traits du fonctionnement de la périphérie (d'ailleurs appréhendée comme une réalité homogène, alors que les situations sont

infiniment différenciées), sont généralement traités comme de pures conséquences des exigences du centre⁶ !

Est-ce à dire qu'il n'y ait nulle intervention « satanique » dans le « mal-développement » de certains pays de la périphérie, et que les régimes d'accumulation nationaux soient seulement juxtaposés sans former système ? Nous retrouvons les questions de Guillaume face aux méfaits du mystérieux Antéchrist. Si finalement il dénoue les nœuds de l'intrigue, c'est bien qu'il a recherché à chaque fois l'enchaînement des causes, le rapport entre les signes : et chaque situation est particulière. Reste qu'en un sens tous les crimes sont pris dans les contradictions de l'institution bénédictine, dans leur tendance très particulière à engendrer l'Antéchrist. Quant à la main *directe* de Satan... ça dépend des crimes.

Je n'en dirai pas plus pour ne pas déflorer le roman. Mais cette double réponse me semble également valable dans le cas de l'Impérialisme. Comme il existe des contradictions générales du capitalisme (qui ne se manifestent d'ailleurs pas de la même manière et avec la même importance selon le régime et le mode de régulation dominant), et comme le capitalisme « fonctionne », si l'impérialisme peut apporter une solution même provisoire à ces contradictions, et si enfin tel ou tel enchaînement de causes concrètes a pu engendrer et développer des embryons de rapports impérialistes, alors il est légitime de dire que l'impérialisme s'est développé en résolvant au profit de certains capitalismes nationaux les contradictions générales. Il n'a pas été « créé pour les résoudre » mais il a continué à exister, il s'est développé parce que, de fait, il les résolvait. Il pourra disparaître, se modifier, ou tenir « par habitude » si d'autres solutions sont trouvées à ces contradictions, ou si se développent d'autres contradictions. En ce sens seulement, on peut dire que, les choses étant ce qu'elles sont, et l'Histoire ayant pris ses habitudes, « il a pour fonction » de résoudre ces contradictions.

De même que le fabricant des machines-outils cherche à faire des affaires et non pas à tenir sa place dans la section I,

6. Mis à part l'ouvrage canonique de Lénine sur *Le développement du capitalisme en Russie*, les premiers travaux analysant explicitement des pays dominés dans leurs propres régimes d'accumulation et leurs modes de régulation successifs sont ceux de C. OMINAMI [1979] et R. HAUSMANN [1981].

mais remplit quand même cette fonction, certaines alliances de classes dans certains pays ont cru trouver profitable pour elles, ou ont été contraintes par la force, d'adopter certains rapports internationaux, qui font tenir à leur pays la fonction d'une périphérie. Et on peut dire que oui, à partir du moment où se stabilisent les rapports centre/périphérie, il existe alors un régime d'accumulation mondial, (ou une « division internationale du travail »), avec ses formes de régulation bien particulières (expéditions, guerres, traités internationaux, accords de sous-traitance, système financier international, etc.).

Comment concilier alors « régimes d'accumulation nationaux » et « régime d'accumulation mondial » ? Comme dans la dualité onde/particule, ce sont deux aspects des choses dépendant du regard que nous posons sur elles. Ainsi, le « commerce triangulaire » caractérisait aussi bien certains traits du régime d'accumulation espagnol que certains traits du régime de l'économie-monde de l'époque mercantiliste, et ce que j'appelle « fordisme périphérique » caractérise à la fois certains NPI et certains aspects de l'économie mondiale des années 1970. Mais dans la réalité des choses, les luttes et les compromis institutionnalisés se livrent principalement dans le cadre national, d'où la priorité méthodologique à l'étude de chaque formation sociale pour elle-même (dans son rapport à l'extérieur) ou, pour reprendre les termes d'un vieux débat, la « primauté des causes internes ».

Peut-on aller jusqu'à dire que certains agents, Etats ou compagnies, sachant que cela résolvait certains problèmes, ont délibérément créé ou maintenu des rapports impérialistes ? Bien sûr que oui, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Il y a eu, il y a, il y aura des guerres, des coups d'Etat fomentés pour maintenir ouverts des marchés, pour mettre la main sur des matières premières, pour conserver le contrôle d'une main d'œuvre mal rémunérée.

Mais s'en tenir aux cas patents d'intervention machiavélique de groupes dominants des pays centraux pour expliquer le destin des nations dominées, c'est prendre une forme particulière pour le cas général, c'est surtout considérer un état de fait caractérisé par certains rapports économiques comme la résultante d'actions intentionnelles venues d'un secteur limité

et visant ce résultat. Alors qu'il s'agissait bien souvent d'actions visant des buts extra-économiques voire des buts contradictoires avec le résultat, et que ce résultat est avant tout le produit de conflits intérieurs, d'un consensus plus ou moins bardé de coercition en faveur du « choix » d'un certain régime d'accumulation. « Choix » qui, dans chaque cas particulier, conduit la formation sociale nationale considérée vers une place nullement prédéterminée dans une hiérarchie des nations, laquelle, si stable qu'elle nous apparaisse, pour cohérente qu'elle soit dans son fonctionnement, n'est elle-même que le produit d'une histoire hasardeuse.

L'approche en termes « d'exigences du capitalisme central » ne nous dit rien sur les succès de l'Amérique du Nord, du Japon, ou de la Prusse, ni sur les échecs de l'Amérique latine ; elle ne nous dit rien sur les destins relatifs de l'Australie, du Canada ou de l'Argentine, elle nous trompe sans doute largement, et sur l'Argentine, et sur le Canada.

La question ne se pose évidemment pas dans le cas des colonies, ces territoires sans Etat soumis (avec des résistances non négligeables, et donc avec des compromis) à la politique de la métropole : leur « fonctionnalité » aux exigences du groupe dominant métropolitain est évidente (encore que l'Espagne ne savait sans doute pas ce qu'il lui en coûterait d'avoir de telles colonies). La question se pose pour les Etats formellement indépendants, avec un champ de lutte des classes relativement autonome. Tel était le cas des ex-colonies d'Amérique latine dès le début du XIX^e siècle, comme de certains Dominions britanniques, en particulier le Canada et l'Australie, à la fin du siècle. Or, très significativement, lorsque par exemple A.G. Frank [1978] pose la question, il tient d'abord le langage de l'Apocalypse (« [Dès les années 1820], Bolivar et Cuning formulaient l'un et l'autre le procès historique du destin réservé à l'Amérique latine, sinon par la Providence, du moins par le développement du capitalisme mondial ») puis se doit de revenir fort justement au langage de l'enquêteur concret, nous détaillant le rôle clé de la défaite de la bourgeoisie « intérieure », orientée vers le développement manufacturier, devant la bourgeoisie libérale s'appuyant sur le secteur d'import-export. Que serait-il arrivé si la lutte avait tourné à l'avantage des premiers ? Il y

aurait peut-être une Prusse, un Japon en Amérique latine. Mais qu'est-ce que le « développement du capitalisme mondial » vient alors faire dans cette histoire ? Rien d'autre que tenir le rôle d'un concept saisissant, résumant dans nos têtes, le résultat de processus concrets. En aucun cas une cause promettant un « destin » à qui que ce soit en particulier.

4) *Pour conclure : se méfier de « la division internationale du travail » et des étiquettes.*

Reste que, si aucun destin immanent ne condamne telle nation à occuper telle place dans une division internationale du travail, les contradictions immanentes du capitalisme trouvent (j'insiste sur la notion de « trouvaille » !) à certaines époques une solution provisoire dans certains types d'écart, de différences quant au régime d'accumulation entre les différentes formations sociales nationales. Dans ces périodes-là, même si les places ne sont pas pré-affectées, le *champ* des places disponibles, c'est-à-dire la gamme des régimes d'accumulation nationaux compatibles les uns par rapport aux autres, n'en existe pas moins. Les classes dominantes des différents pays ont sous les yeux des « modèles », les unes (dominantes) rêvant de plier les autres (dominées ou encore autonomes) au statut périphérique déjà mis au point en d'autres circonstances, et ces dernières développant, selon les conditions de la lutte des classes internes, des stratégies pouvant les mener à la dépendance ou à l'autonomie. Mais toutes ne peuvent être « dominantes » en même temps.

Nous ne cherchons pas ici à faire rentrer par la fenêtre le fantôme du capitalisme mondial que nous avons chassé par la porte. Encore une fois, ce qui « se trouve faire système », et que notre intellect peut identifier comme système justement à cause de sa stabilité provisoire, ne doit pas être conçu comme une structure finalisée, un ordre mis en place *en vue* de sa cohérence. Oui, il est relativement cohérent, mais, s'il ne l'était pas, on déboucherait sur un affrontement international et on ne parlerait plus de système. Cette cohérence n'est qu'un effet d'interaction entre plusieurs processus relativement autonomes, un effet de complémentarité et d'antagonisme provisoirement

stabilisés entre les divers régimes d'accumulation nationaux. Le rapport « centre/périphérie », pour reprendre une conceptualisation répandue, n'est donc pas directement un rapport entre Etats ou territoires au sein d'un procès unique. Il est bien plutôt un rapport entre procès, entre régimes d'accumulation, plus ou moins autocentrés ou extravertis. Ce rapport entre procès obéit à des contraintes de comptabilité du même type que celles qui régissent les procès de mises en valeur des capitaux dans un schéma de reproduction : la production de biens d'équipements mondiaux doit être égale à la demande mondiale de ces biens d'équipements, etc. Comme nous le savons, les schémas « utiles » pour résoudre les contradictions du capitalisme ne sont pas ceux où chaque pays produit et échange à peu près la même chose.

Il y a donc bien une inégale allocation du travail social et de son produit selon les différents pays. Et c'est cela qu'on appelle la Division Internationale du Travail, terme dont nous mesurons bien à présent le caractère trompeur, et sans doute délibérément confusionniste, qu'il relève, comme celui de « socialisme réellement existant », de l'apologie ou de la dérision.

Parler de Division Internationale du Travail, c'est suggérer que le travail est internationalement réparti selon la « loi de fer de la proportionnalité », comme l'ordre qui règne à l'intérieur des unités de production capitalistes, en fonction de quelque principe d'optimalité organisationnelle. Or la division internationale du travail ressemble infiniment plus à la division qui règne *entre* les unités capitalistes, division qui certes résulte en un certain ordre (les fameux « schémas de reproduction »), mais à travers « l'arbitraire déréglé » de la concurrence, de la guerre de tous contre tous, des coups bas et des rapports de domination. De même, la division du travail réellement existante entre les nations n'est que le produit des efforts des unes pour contrôler ou se libérer des autres, des efforts acharnés de telle ou telle alliance de classes ou des politiques d'abandon menées au sein de chacune d'entre elles. Elle n'est pas une exigence du capitalisme mondial (si ce n'est que l'existence de celui-ci exige l'existence d'une régularité quelconque dans l'allocation du travail). Elle est encore une fois une « trouvaille » — ou

plutôt même la *rencontre* de « trouvailles », de résistances, ou d'adoption de ces trouvailles.

Certes, nous verrons que certains groupes économico-financiers monopolistes cherchent effectivement à se déployer sur le damier des nations (ou des régions) « inégalement développées », en segmentant le procès de travail de leur branche sur des bassins d'emplois caractérisés par des modalités différentes du rapport salarial (conditions de vente et d'usage de la force de travail). Elles organisent bien consciemment, à l'intérieur d'elles-mêmes, une division géographique du travail, et c'est bien la généralisation de ces pratiques qui consolide une nouvelle division internationale du travail. Il ne faut cependant pas en conclure que le champ de cette nouvelle division internationale du travail soit le produit de la seule activité organisatrice des firmes multinationales. En réalité, ce champ ne se structure que parce que ce projet des firmes multinationales croise l'ambition des classes dominantes de certains Etats nationaux de jouer la carte de ce que l'on appellera la « stratégie de substitution d'exportation », et dont nous verrons qu'elle correspond à plusieurs régimes d'accumulation internes (« taylorisation sanguinaire », « fordisme périphérique »). Les études rassemblées par C.A. Michalet [1976] montrent même que l'établissement d'une nouvelle division internationale du travail n'était même pas en général le mobile de la délocalisation de certains segments du processus productifs par des firmes multinationales. Beaucoup plus souvent il s'agissait tout bêtement, pour des capitalistes du centre, de contourner une barrière douanière, érigée par un pays de la périphérie, afin d'y écouler des produits manufacturiers, conformément à la logique de la « vieille » division du travail !

Un dernier mot sur le caractère objectif des places dans le « champ » du développement inégal des formations sociales nationales. Il est assez facile d'en donner une description stylistique selon la conceptualisation adoptée pour décrire le champ : « Centre de l'Economie-Monde », « pays développé », « pays sous-développés », « exportateurs de matière première », ou encore pays « autocentrés » ou « extravertis », « sous-impérialismes », « N[PI], etc. Il est beaucoup plus difficile et très souvent nuisible d'attribuer l'une de ces étiquettes à un pays

donné, ou pire encore de décrire ce pays à partir de l'étiquette qu'on lui a ou qu'il s'est attribuée.

Car d'une part en effet le « champ » est lui-même variable avec la modification des régimes d'accumulation dans les différents pays (et donc avec le régime international dominant). Ce qui ne signifie pas seulement que l'un prend la place de l'autre, que le « centre de l'économie-monde », pour parler comme Wallerstein [1974] et Braudel [1979] se déplace d'un pays à l'autre. C'est la texture même du champ qui varie ; le « centre » fut autrefois une ville (Venise, Amsterdam), puis un pays (l'Angleterre, les USA), mais pourquoi n'y aurait-il pas plusieurs centres, pourquoi le système ne s'organiserait-il pas plutôt sur un réseau qu'autour d'un centre ? Pourquoi chercher absolument à retrouver un prédécesseur à l'Angleterre ou un successeur aux USA⁷ ?

Mais, encore plus gravement, dans la réalité le champ se présente comme un quasi continuum de situations, c'est-à-dire de régimes locaux et de modes d'insertion dans l'économie mondiale. Certains pays apparaîtront comme *typiques* d'un certain régime d'accumulation interne et d'un certain mode d'insertion, et c'est par similitude avec ces cas typiques que l'on tendra spontanément à regrouper les nations. Une fois cette classification opérée (sans que jamais l'on puisse s'entendre sur la répartition exacte des nations entre les différentes catégories), on aura tendance à considérer que c'est la catégorie abstraite qui détermine les traits spécifiques de chaque pays. On rangera alors

7. A l'origine de ma réflexion sur l'espace [1973], j'avais relevé la variété, la variabilité, et l'indépendance relative, des topologies, des « spatialités » propres aux divers rapports socio-économiques et à leur articulation, tout en me ralliant à un schéma (armatures régionales/formation sociale nationale/bloc multinational) assez peu différent du schéma de « l'économie-monde » tel que le décrit F. Braudel au début du « Temps du Monde », avec une prudence et une subtilité qui n'a malheureusement pas toujours fait école chez ses admirateurs. Ainsi, la configuration typique de l'Économie-Monde centrée sur l'Angleterre au XIX^e siècle semble être devenue le schéma universel auquel doit à l'avenir se plier toute situation concrète (sauf à la rigueur pendant les « guerres de succession »).

Au lieu de chercher aujourd'hui le fameux centre entre le Japon et la Californie, ne pourrait-on pas revenir de Wallerstein au Braudel de « La Méditerranée à l'époque de Philippe II », ou même au « siècle sans Rome » où le capitalisme naissant n'avait pas d'autre épine dorsale que le réseau des foires de Champagne ?

l'Argentine dans la même catégorie qu'une république bananière des Caraïbes⁸, parce qu'elle exporte surtout des matières premières, et on sera bien embêté par le Canada. Or, pas plus que les classes sociales chez Boltanski [1980], les situations nationales ne sont séparables par des barrières classificatoires, en fonction de caractéristiques qui révéleraient l'essence de leur situation dans les rapports internationaux. Encore une fois, il existe des cas typiques, des « centres » et des « périphéries » par excellence, et des proximités mises en valeur par l'étude théorique... ou par un mouvement d'auto-désignation, comme dans le cas de « l'OPEP », du « groupe des 77 », des « NPI »... Quand une classification est couramment admise, elle prend une réalité objective, ne serait-ce que parce que les « classés ensemble » rechercheront des comportements d'alliance avec leurs « congénères » pour défendre leurs « intérêts communs », comportements qui peuvent d'ailleurs être remis en cause par la prise en compte d'autres caractéristiques, justifiant d'autres alliances. De cette réalité des solidarités politiques, dans la reconnaissance mutuelle d'un sort grossièrement commun, il faut bien entendu tenir compte. Mais le désastre commence quand l'étiquetage fait oublier l'analyse concrète, quand s'ouvrent les débats métaphysiques pour classer tel ou tel pays dans telle ou telle case sous prétexte qu'il est déjà « assez extraverti », qu'il « exporte tant de matières premières » ou « si peu de biens d'équipements »... Le désastre est à son comble quand on déduit les caractères essentiels d'un pays de la case qui lui est traditionnellement attribuée, que l'on déduit une politique de cette case, que l'on se met des œillères pour ne plus reconnaître dans la réalité concrète d'un pays que ce qui correspond à sa case (la main-mise de firmes étrangères sur le secteur exportateur, etc).

Méfions-nous des étiquettes, méfions-nous de la « division internationale du travail », et voyons plutôt comment « marche » chaque pays, ce qu'il produit, pour qui, comment, quelles y sont les formes du rapport salarial, quels régimes d'accumu-

8. On plus généralement, toute l'Amérique Latine avec l'Afrique et l'Asie dans le sac « sous-développé ». Un Argentin croit déjà découvrir le sous-développement quand il arrive au Mexique, que dirait un Malien arrivant à Buenos-Aires ?

lation successifs s'y sont déployés et pourquoi... Et soyons très prudent quand nous tentons de « jeter un filet » sur le monde pour saisir les rapports établis entre les rapports d'accumulation des diverses formations sociales nationales.

II. — POUR CONTRIBUER A L'HISTOIRE DE « LA BÊTE »

C'est donc bardé de ces mises en garde que nous allons nous risquer à chercher un sens dans cette histoire pleine de bruit et de fureur, baignée de sang et de boue : l'invention et la diffusion du capitalisme, à travers l'expropriation des paysans, les bagnes de la « législation sanguinaire », la réinvention de l'esclavage et du servage, les grèves et les guerres... Nous nous en tiendrons ici à quelques indications schématiques.

1) *La naissance du capitalisme à partir des rapports marchands.*

L'histoire du capitalisme doit être comprise, avant tout, non comme le déploiement d'une structure, mais comme la diffusion aventureuse des rapports sociaux qui lui sont propres, à partir de son terreau de naissance : les rapports marchands développés dans les « marges » des rapports de production préexistants. Ce n'est que peu à peu que vont se constituer, par agglutination de grumeaux capitalistes flottant sur cette économie dite « naturelle » et soudés à elle par les rapports marchands, de véritables « centres » de production capitaliste.

La fresque historique de la naissance du capitalisme, présentée par Fernand Braudel [1980], tout comme l'étude de A. Gunder Frank [1977] sur la période 1500-1800, illustrent de façon saisissante la relativité de la notion *territoriale* de centre.

A la sortie de ce que nous nommons « Moyen Age », la production matérielle est, sur toute la planète, réalisée essentiellement de manière « non-marchande ». Le commerce est pour l'essentiel un « commerce à longue distance » qui met en jeu une part infime de cette production, à destination des classes dominantes. Certains centres de ces réseaux marchands se lancent dans la transformation des métaux, épices, textiles ainsi

échangés, et développent ainsi un salariat qui ne représente lui-même qu'une part infime de leur clientèle. Ces villes, « centres d'économie-monde », flottent donc sur les marges d'empires tributaires, de royaumes féodaux, etc.

Tout le miracle économique des XVII^e-XVIII^e siècles réside dans le passage des « villes-centres » aux « économies nationales », avec pour point-clé le basculement d'Amsterdam sur Londres. Autour des centres marchands et des capitales, l'économie marchande et le salariat se sont suffisamment développés pour que la production d'un espace économique territorial se destine principalement à la consommation et à l'accumulation de ce même espace.

Ainsi, né du commerce mondial, le capitalisme crée son salariat puis son marché intérieur pour les produits manufacturés. C'est à la fin de cette période mercantiliste qu'apparaissent des échanges suffisamment structurés des firmes entre elles, et entre elles et le salariat, pour que l'on puisse commencer à parler sérieusement de « régimes d'accumulation ».

2) *La périphérie comme thermostat, ou la « vieille » division internationale du travail.*

Ces centres restent tout de même très largement tributaires de leur « extérieur » non capitaliste, géographiquement interne ou externe aux Etats-nations capitalistes. Car il n'existe a priori aucune certitude que le circuit des échanges entre capitalistes et salariés se boucle, surtout si les firmes prennent en ordre dispersé la décision d'accroître leur production : la fermeture de la reproduction capitaliste sur elle-même reste aléatoire, improbable. L'accumulation est alors principalement extensive (élargissement de la production sans transformation du procès de travail), coupée de vagues intensives (bouleversement des produits et du procès de travail par les « révolutions industrielles »). La régulation est concurrentielle : le salariat, ayant faiblement accès à la production capitaliste, se vend au jour le jour, les firmes ne peuvent guère contrôler le marché et s'ajustent à la demande par une concurrence sur le prix, la monnaie est fondée sur la marchandise-or, l'Etat intervient peu.

Dans ces conditions, le grand problème est la recherche de

débouchés. Débouchés vers les campagnes et l'artisanat intérieur. Débouchés vers les centres moins développés (on a pu parler d'un « gradient technologique » rayonnant depuis l'Angleterre). Débouchés enfin, comme à l'époque mercantiliste, vers « l'extérieur géographique ».

Les théories de l'impérialisme sont nées en référence à cette réalité historique : celle d'une accumulation à dominante extensive, avec régulation concurrentielle dans les premiers pays à avoir connu la révolution industrielle. En fait, déjà chez Adam Smith, le noyau de ces théories était dégagé. Fondamentalement : l'émergence de formes relativement complexes de coopération manufacturière permises par le salariat capitaliste assure d'emblée un avantage absolu, du point de vue de la productivité, sur tout autre mode de production. Mais l'accumulation extensive de capital dans les pays expérimentant ce mode de croissance ne s'accompagne pas, corrélativement, d'une extension parallèle de la demande sociale. Cette demande manquante, il faut la chercher « à l'extérieur », et on peut l'y imposer, justement à cause de l'avantage absolu.

A cette époque, « l'extérieur » est d'abord un débouché pour les produits qui ne trouvent pas preneur sur le marché du centre. Et, dès que la production marchande et le salariat s'y développent suffisamment, il devient directement un débouché pour les capitaux cherchant à s'investir... Car « l'extérieur » est aussi un réservoir où le capitalisme va puiser ce qu'il ne peut créer, mais seulement transformer (les matières premières) et contribuer à reproduire (la force de travail).

Sous ce régime de relation entre un « centre » et une « périphérie », le rôle de la périphérie est effectivement (et est conçu comme) celui d'un thermostat. La machine capitaliste de la reproduction élargie ne peut être fermée au centre. L'extérieur lui apporte une source chaude (des bras et des matières premières) et une source froide (les débouchés).

Il faut encore souligner que ce rapport contre-périphérie est d'abord un processus avant de se consolider en structure de rapports inégalitaires. Ou, plus exactement, si rapport structurel il y a, c'est un rapport entre deux types de processus. C'est-à-dire que ce qui caractérise le centre, c'est l'interconnexion croissante des processus de production dans un schéma de reproduction de

plus en plus nettement défini, tandis que les unités de production capitaliste ne se développent dans la périphérie qu'au sein d'une cohérence qui reste extérieure à celle-ci : c'est « l'extraversion ». Naturellement, à une certaine étape de ce processus, l'extraversion d'un Etat-nation est une donnée difficilement réversible et qui marque profondément l'ensemble de ses rapports sociaux.

Nous avons déjà insisté sur l'importance de l'analyse des conflits de classes dans la périphérie qui rendent compte de l'engagement « irréversible » dans la voie de la périphérisation. Dans le ciel de l'Apocalypse en revanche, la Bête est maintenant bien là : la « première » division internationale du travail, entre le centre qui produit des biens manufacturés et la périphérie qui exporte des matières premières.

Comme on vient de le voir, cette « division du travail » n'en est pas une. S'il le pouvait, le centre produirait tout et n'importerait rien. D'ailleurs, le capitalisme se développe alors là où sont les matières premières fondamentales : le fer et le charbon. Mieux, aux origines du mercantilisme, le capitalisme marchand européen payait le produit de l'artisanat d'Orient avec des matières premières : son or puis celui de l'Amérique latine. La « spécialisation » de la périphérie au XIX^e siècle dans les matières premières est le produit d'une exclusion : celle du secteur manufacturier capitaliste. Que ce qui reste (les matières premières) soit avantageux à y développer pour les capitaux du centre, alliés à une fraction de la bourgeoisie locale, en quête de rente de monopole et de surexploitation de la main d'œuvre indigène, selon un rapport d'ailleurs à peine salarial, est encore une « trouvaille »⁹. D'autres trouvailles se révélèrent promet-

9. Suivant les cas, la main-d'œuvre sera exploitée selon des formes capitalistes, ou en bricolant des formes « pseudo-pré-capitalistes » parfois invraisemblables. Le capital exportateur sera national ou extérieur (c'est-à-dire central) : cela ne change pas forcément grand chose au caractère périphérique. On calculera généralement que le solde des flux correspond à un transfert de valeur de la périphérie vers le centre, et donc contribue à relever le taux de profit au centre. Mais alors cela ne fait que renforcer le problème de la réalisation. La recherche de hauts profits est certes le mobile de l'exportation de capitaux individuels du centre vers la périphérie, mais il serait abusif de dire que le « pillage du Tiers Monde » ait eu quantitativement une grande importance dans la croissance du centre, et encore plus de dire que telle fut alors la « fonction » de la périphérie. Qualitativement bien sûr, il était vital de mettre la main sur les matières premières qui par malheur ne se trouvaient pas être disponibles en quantités suffisantes

teuses : transplanter le capitalisme, ses usines, son salariat, ses fermes modernes, dans des colonies de peuplement où l'accumulation capitaliste pourrait trouver ses premiers fonds dans l'exportation de matières premières. On peut tout faire avec les matières premières : mais il est dangereux de se contenter de les exporter. En consommer somptueusement les revenus sous forme de marchandises du centre, ou acheter des machines, élargir la base du rapport salarial, et enclencher un processus d'accumulation autocentré, quitte à protéger la naissance de cette « puissance productive » (List) contre l'envahissant libre-échangeisme : voilà la question. Et cela dépend encore une fois de la configuration des luttes de classes internes, où la trace du passé colonial inscrite dans la structure sociale (les fameuses « habitudes de l'histoire ») pèse évidemment de tout son poids.

Dès cette époque, on ne sait pas trop à quel « type » rattacher les pays du Cône sud et certains Dominions. Ailleurs, de nombreux pays, jamais colonisés, restent en marge de la fameuse « DIT ». Et d'ores et déjà, le Japon du Meiji a fait le choix interne de relever le défi du centre. Le passage du centre à un nouveau régime d'accumulation va opérer une brutale sélection.

3) *Le passage au « fordisme ».*

De 1918 à 1945 les pays capitalistes développés inventent un nouveau régime d'accumulation, au nouveau mode de régulation : le « fordisme ».

Comme régime d'accumulation du capital, il est fondé sur le bouleversement continu du procès de travail, par incorporation du « savoir-faire ouvrier » dans le système automatique des machines. Ce régime d'accumulation intensive se caractérise par une hausse conjointe de la productivité apparente du travail et du volume de capital fixe par tête. La pré-condition de ce type d'accumulation est la systématisation par les méthodes de « l'Organisation scientifique du Travail » du geste de l'ancien ouvrier de métier, étape appelée « taylorisme ».

Mais ces formidables gains de productivité (de l'ordre de

au centre, mais le fait que ces matières premières se soient trouvées exploitables à la périphérie est strictement contingent. D'ailleurs il n'y en a pas « d'intéressantes » dans toute la périphérie.

6-7 % l'an, contre 2 % au siècle précédent) ne font qu'aggraver le problème des débouchés, qui culmine avec la grande crise des années 30. La « trouvaille » de l'après-guerre fut d'adapter la demande populaire à la croissance de la production, en couplant salaire et productivité.

Cette adaptation a entraîné une énorme mutation du mode de vie des salariés, sa « normalisation » et son intégration à l'accumulation capitaliste elle-même (Granou, Baron, Billaudot [1979]). Elle a pris la forme d'un réseau d'institutions concourant à la stabilisation de la croissance des revenus nominaux des salariés (conventions collectives, Etat Providence, etc.), mais aussi d'une monopolisation de la structure productive permettant aux grandes firmes des secteurs leaders d'« administrer » leurs prix de manière relativement indépendante des fluctuations de la demande. Tout cela supposait une modification du rôle de l'Etat et la généralisation de la monnaie de crédit.

Cette révolution ne s'est pas faite en un jour. L'invention ou l'adoption des nouvelles normes de production, de consommation, de gestion du rapport salarial, a connu des succès divers, dans lequel le pays le plus avancé, les USA, a joué un rôle d'initiateur¹⁰. La « diffusion inégale de l'accumulation

10. C'est à ce propos qu'on parle d'« impérialisme culturel américain ». Car dans les années 1945-1960 l'importation de machines américaines, financée par les plans Marshall et Mac Arthur en Europe et au Japon, se combinait avec l'importation des normes fordistes de consommation, d'organisation du travail, de contractualisation syndicale. BOLTANSKI [1982] a rappelé que cette importation-là était la condition explicite de l'aide Marshall, et qu'à l'époque la France était par exemple typiquement considérée, vue des USA, comme « intermédiaire » entre ceux-ci et un pays sous-développé.

Cependant, à partir de la « prise » du fordisme dans ces pays, on ne songerait plus à parler de « périphérie » à propos de la France, et encore moins du Japon, ni même de l'Italie. Ce cas de l'Italie est bien plus remarquable que celui de la France (qui dans l'entre-deux-guerres était considérée comme l'une des toutes premières puissances mondiale) ou du Japon, qui après tout, dès les années 30, s'était engagé, contre les USA et aux côtés de l'Allemagne, dans la « guerre de succession de l'Angleterre », et de fait, seul contre tous, avait déjà été bien près de l'emporter dans la zone Asie-Pacifique.

On mesure sur cet exemple la relativité de notions comme « semi-périphérie » etc... Elles n'existent que relativement à des régimes d'accumulation en voie de diffusion, et peuvent coexister avec un caractère « central » d'un point de vue diplomatico-militaire, ou du point de vue d'un régime d'accumulation obsolète. C'est sans doute le cas de l'URSS.

intensive » (Mistral [1982]) a brillamment emporté l'Europe du Nord continentale, le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande. Mais l'Angleterre, de par la force de résistance de sa classe ouvrière professionnelle et le poids de son capital financier trop internationalisé pour se dédier à cette révolution interne, a partiellement « manqué » le train du fordisme, enclenchant ainsi un processus d'éviction du centre. L'Argentine, un des pays les plus riches et développés en 1945, le manquera par suite de la résistance ouvrière et du choix de sa classe dominante de se replier vers l'agriculture exportatrice.

Encore plus « intéressant ¹¹ » est le problème de l'échec de la stratégie « sous-fordiste » de substitution d'importation dans certains pays dominés. On a montré (Lipietz [1982]) que ce n'est pas le « refus de l'industrialisation dans la périphérie » de la part du gendarme américain qui en fut la cause, mais principalement l'insuffisante transformation des rapports sociaux internes : l'importation des normes techniques du centre ne s'est pas accompagnée de l'adoption du rapport salarial correspondant, et les « élites » nationales constituaient un marché trop segmenté. Le « cercle vertueux de l'accumulation intensive » n'a pas pris, et l'écart de productivité s'est creusé d'avec le centre.

Toujours est-il que le rapport centre/périphérie ne pouvait qu'être bouleversé par l'invention du fordisme.

A partir de la transition au régime d'accumulation intensive et à la régulation monopoliste dans les espaces économiques centraux, le « thermostat » perd progressivement son importance comme « débouché », même s'il prend une importance croissante comme « source » (de pétrole, de main d'œuvre...). En effet, dans un régime d'accumulation centré sur la consommation de masse, le capitalisme a provisoirement résolu sur une base interne la « question des débouchés ». A la limite, les exportations manufacturées vers la périphérie ne servent plus qu'à payer (mal) les besoins de matières premières.

La part des exportations dans le produit industriel de

11. Parce que cet échec du passage au fordisme dans les années 50-60 a fait croire à « l'éternité » de l'ancienne division internationale du travail. Pourtant, ce qui « échoue » avec le « desarrollismo » latino-américain réussit à peu près en Italie (à l'exception du Sud, justement). Et que dire de l'Espagne ?

chaque pays du centre chute progressivement du début du siècle jusqu'au milieu des années 1960. Puis il recommence à croître, mais il s'agit essentiellement de commerce à l'intérieur de « blocs » au sein du centre (USA-Canada, CEE) : l'échelle de la production de masse exige des espaces économiques homogènes plus larges, et fait « sauter » les frontières nationales. De même, l'investissement international se redéploie de la périphérie vers le centre : la concentration et la centralisation capitalistes suivent l'unification du marché des produits manufacturés, et la croissance « endogène » des marchés centraux.

4°) *L'éclosion du « fordisme périphérique » et la nouvelle division internationale du travail.*

A l'apogée du fordisme central, au milieu des années 60, l'importance de la périphérie dans le commerce mondial de produits manufacturés était quasiment réduite à néant. La part des exportations de ces produits vers la « périphérie », dans la production intérieure, est tombée à 2 % pour la CEE, 0,8 % pour les USA ! Si la « recherche de débouchés » était la cause de l'impérialisme et du blocage imposé à la périphérie, alors le centre n'avait plus besoin de périphérie... A la même époque, la part des importations manufacturières venant des « pays sous-développés » était, pour tous les pays industrialisés, négligeable (inférieure à 0,2 %). Ce fut pourtant de ce côté-là que la périphérie allait reprendre de l'importance.

Car le régime d'accumulation fordiste venait maintenant buter sur « l'autre » grande contradiction du capitalisme : la tendance à la baisse de taux de profit (LIPETZ [1982]B). La formidable mécanisation fordiste n'engendrait plus assez de gains de productivité. La composition organique s'élevait. Peser sur le taux d'exploitation au centre aurait rouvert le problème des débouchés que la régulation monopoliste du salaire avait résolu. Il fallait donc trouver d'autres sources de plus-value pour relever la rentabilité. On les trouva dans les fameux « NPI » ¹².

12. La langue anglaise, toujours plus prudente à l'égard des universaux que le français, les appelle « Newly Industrializing Countries »,

Le processus historique de diffusion-intégration des rapports capitalistes fut relancé dans les années 60 par une combinaison de deux facteurs.

Le premier facteur relève de la logique propre au fordisme et à sa crise alors latente. Celui-ci en effet autorisait pratiquement une segmentation du processus productif en trois « niveaux » :

- I - la conception, l'organisation des méthodes, et l'ingénierie devenus autonomes ;
- II - la fabrication qualifiée requérant une main-d'œuvre adéquate ;
- III - l'exécution et le montage déqualifiés ne requérant en principe aucune qualification.

La possibilité de disjoindre géographiquement ces trois niveaux ne pouvait manquer de croiser l'opportunité d'articuler le circuit productif des branches fordistes sur trois types de bassins de main-d'œuvre, principalement différenciés par la qualification et les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre. Expérimentée d'abord à l'intérieur du centre, la délocalisation des tâches déqualifiées s'étendit dans les années 60 aux pays de la périphérie externe immédiate, où les salaires horaires étaient considérablement plus faibles et la classe ouvrière moins organisée (l'Espagne, la Corée, le Mexique, et en un sens l'Europe de l'Est).

Ainsi, à la « vieille » division horizontale du travail, entre secteurs (primaire, agricole et minier / secondaires manufacturier) s'en superposait une *seconde*, verticale, entre niveaux de qualification à l'intérieur même des branches industrielles. Et cette redistribution des tâches industrielles était une forme d'extension — réaménagement du régime d'accumulation lui-même, et non la forme d'un rapport entre celui-ci et son « extérieur ».

Encore fallait-il que ces pays satisfassent une condition interne, et ce fut le second facteur : l'existence de régimes autoritaires dont les classes dirigeantes choisissaient de jouer cette carte de « substitution d'exportation ». Ce « choix » sup-

ce qui pose avec moins d'accuité la question du classement que l'expression « Nouveaux Pays Industrialisés » (à partir de quand est-on vieux ? et industrialisé ?).

posait une autonomie très forte de l'Etat, non seulement vis-à-vis des classes sur-exploitées, mais même vis-à-vis des classes dirigeantes liées à l'exportation traditionnelle ou au marché intérieur (SALAMA, TISSIER [1982]).

Sans entrer dans l'examen pourtant nécessaire des spécificités nationales, on peut distinguer deux schémas typiques.

a) La « taylorisation sanguinaire »

Il s'agit d'une délocalisation de segments précis et limités de « circuits de branche », dans des Etats à très fort taux d'exploitation (salaire, durée et intensité du travail), les produits étant réexportés principalement vers le centre. Les zones franches et, à l'origine, les « états-ateliers » de l'Asie (Singapour, Hong-Kong) sont la meilleure illustration de cette stratégie qui concerne essentiellement le textile et l'électronique. Il s'agit essentiellement d'activités *taylorisées* mais peu mécanisées. Le coût des importations de biens d'équipement est donc très faible, et d'autre part, mobilisant essentiellement une main-d'œuvre féminine, cette industrialisation incorpore tout le savoir-faire et la discipline acquis à travers l'exploitation domestique patriarcale. Elle est « sanguinaire » au sens où Marx parle de la « législation sanguinaire », à l'aube du capitalisme central. A l'oppression ancestrale des femmes elle ajoute toutes les armes modernes de la répression anti-ouvrière.

Du point de vue de la théorie de l'accumulation et de la régulation, on doit considérer les procès de production concernés comme des segments productifs délocalisés du régime d'accumulation central, dont les retombées sur la croissance de la demande sociale mondiale sont quasi négligeables.

Un tel modèle est éminemment fragile. Les tensions sociales deviennent rapidement explosives. Les classes dominantes locales, contraintes de céder sur les salaires, doivent rapidement se tourner vers des formes plus sophistiquées de régulation économico-sociales. Elles accèdent ainsi à un régime d'accumulation plus riche, le « fordisme périphérique », dont nous allons parler.

En outre, l'insertion de ces segments à très bas salaires dans le régime d'accumulation central vient presque purement en soustraction du débouché des segments équivalents existant anciennement au centre, suscitant dans les vieux pays indus-

triels des crises sectorielles et régionales : ces pays réagissent par le protectionnisme.

Ainsi, les accords multi-fibres, qui servaient à l'origine à planifier l'accès des marchés centraux aux exportations de ces pays organisées par les firmes multinationales, deviennent progressivement, à la troisième mouture, un barrage contre ces exportations (MARTY [1982]) ! On mesure ici la vanité du fonctionnalisme, et la relativité de la puissance satanique des firmes multinationales.

b) *Le fordisme périphérique*

Que ce soit un héritage de la vieille politique de substitution d'importation, ou à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la « taylorisation sanguinaire », ou pour toute autre raison propre, apparaît dans certains pays, dans les années 70, la conjoncture d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes, et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjonction ouvre à certains Etats l'opportunité d'une nouvelle stratégie, que nous avons appelée « fordisme périphérique ». Il faut insister une fois encore sur le caractère politique, lié à des luttes de classes internes conférant à l'Etat une réelle autonomie par rapport aux classes dominantes classiques, d'un tel choix, qu'illustrent, chacun à leur manière, la Corée, le Mexique, le Brésil, mais aussi l'Espagne de l'Opus Dei, la Pologne de Gierk...

Pourquoi « fordisme périphérique » ?

- Il s'agit d'un authentique fordisme, fondé sur le couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés.
- Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipements des ménages, et des exportations vers le centre

de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale mondiale), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes locales.

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation qu'il est ici proposé de regrouper sous le terme de « fordisme périphérique¹³ ». Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1 % pour le Mexique à 25,4 % pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage « croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle » n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le monde de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc.

Cependant il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. A ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de « pays atelier », relevant de la taylorisation sanguinaire sur des segments délocalisés d'industries de main-d'œuvre, a depuis belle lurette dépassé ce schéma, caractéristique effective de sa croissance dans les années 62-72.

5) *Le redoublement de la division internationale du travail.*

L'émergence de ces pays du fordisme périphérique, comme l'accumulation d'avoirs monétaires dans certains pays de l'OPEP, provoque un véritable éclatement de la périphérie, avec un remaniement complet de la hiérarchie, qui se déroule sous nos yeux. La « périphérie » en soi n'a jamais été homogène, mais

13. Ce terme peut-être contestable est encore une fois un hommage à l'entreprise éponyme de ce genre de pratique. La « loi Ford » espagnole, codifiant la part réexportée et la part du marché interne pour des établissements de montage qui recevaient certains de leurs organes de pays européens plus centraux (violant ainsi l'ancienne réglementation protectionniste), fut en effet l'une des premières illustrations de cette stratégie (CEPREMAP [1980]).

l'élément nouveau est la croissance de flux de marchandises, semblables à l'ancienne division du travail, entre les NPI et les pays restés simples exportateurs de matières premières ou complètement dépourvus de ressources. Pour tous les biens banals fordistes, ou les branches banalisées des biens intermédiaires (comme la sidérurgie), et même pour l'ingénierie, les NPI deviennent très compétitifs et concurrencent l'industrie du centre vis-à-vis de ces pays. Des échanges éventuellement triangulaires « matières premières, émigration, produits manufacturés » se développent « de Sud à Sud ».

Très significativement, ce qui caractérise les exportations des NPI vers le Sud, c'est qu'elles sont à la fois plus « régionales », plus « sophistiquées » et plus « capitalistiques » que les exportations des NPI vers le centre. Ainsi se reconstitue, d'année en année, la « vieille division internationale du travail », mais cette fois au sein de l'ex-périphérie. Sur ces marchés-là, les NPI commencent à exercer une domination technologique, car leur « remontée de la filière », si elle n'atteint pas le nec plus ultra de la technologie mondiale, leur permet aujourd'hui d'exporter non seulement des biens d'équipement professionnels à bas prix, mais également de l'ingénierie. Pourtant, globalement, leurs parts dans les niveaux « I » et même « II » de la division internationale du travail fordiste restent minimes. Si la Corée exporte des machines professionnelles pour 4 % du niveau de son marché interne, elle satisfait cette demande interne pour 65 % par des importations.

On voit même se développer une sorte de *redoublement de la nouvelle division internationale du travail*. La hausse des salaires dans la « première vague de NPI » les rendant moins compétitifs dans le cadre d'une stratégie de délocalisation-réexportation fondée sur la pure « taylorisation sanguinaire », et des quotas d'importation au centre se multipliant contre eux, ces pays organisent, concurremment avec les firmes multinationales, une seconde étape de « taylorisation sanguinaire » en direction de ce qu'un rapport récent (novembre 1982) de l'*Observateur de l'OCDE* appelle « la deuxième vague de PVD exportateurs de produits manufacturés » : tels la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande... en un sens la Chine populaire.

Ce redoublement de la division du travail, le déploiement

du circuit mondial des branches productives sur les NPI venant se superposer à l'ancien rapport centre manufacturier/périphérie exportatrice de biens primaires, est très loin de constituer une « économie monde » ordonnée autour d'un centre hégémonique¹⁴. Outre que la « guerre de succession des Etats-Unis » pour l'occupation du centre est loin d'être tranchée entre eux, l'Europe et le Japon, outre le statut particulier des capitalismes d'Etat de l'Est européen dans ce « système », le Tiers Monde se présente aujourd'hui comme une constellation de cas particuliers, avec de vagues régularités, des fragments de logique d'accumulation qui se complètent tant bien que mal, des flux qui s'ébauchent et s'épuisent en quelques années sans fonder un mode stable de régulation d'ensemble...

La régulation de ce bric-à-brac fut fondée, dans les années 70, essentiellement sur un recyclage des xéno-dollars (obtenus principalement par multiplication des crédits sur la base des excédents de l'OPEP). Les NPI s'industrialisèrent non tant grâce à l'investissement direct des firmes multinationales, mais bien plutôt par emprunts autonomes sur le marché international des capitaux¹⁵. Ces emprunts étaient gagés sur la foi en la réussite du régime d'accumulation fordiste périphérique, considéré cette fois en tant que régime d'accumulation mondial. Et de fait, dans les années 70, les NPI crurent au rythme de quelque 10 % l'an, profitant du résidu d'expansion que parvenait à entretenir au centre le maintien de politiques keynésiennes, et celui-ci trouva dans l'équipement industriel des NPI un « ballon d'oxygène » pour sa section productrice de biens d'équipements professionnels.

L'accès à l'hégémonie du monétarisme au centre, se combinant avec des facteurs internes de crise d'accumulation des

14. On mesure à cette dissolution ce qu'avait d'abusif l'usage métaphorique de l'expression « Empire Américain ». Il a fallu des guerres mondiales pour détruire les empires austro-hongrois et turc, pour désagréger les empires britanniques et français : ces empires étaient fondés sur la souveraineté *explicite* d'un Etat. L'empire américain a régné grâce à une combinaison de formes d'hégémonie explicites et implicites. Les unes furent brisées par les luttes, les autres par la dynamique autonome des régimes d'accumulation nationaux (voir ARRIGHI [1982]).

15. La part de ces emprunts dans l'apport de capitaux extérieurs est passée à 82 % dans le cas de la Corée. On admettra que de telles pratiques remettent en cause sinon la fonctionnalité du moins l'*intentionnalité* (de la part du centre !) des rapports de dépendance.

NPI, provoque un effondrement général qui se déroule sous nos yeux et que je détaille par ailleurs (Lipietz [1982A]).

6°) *L'écartèlement du centre.*

Voyons ce qui se passe, parallèlement, dans ce que l'on convient d'appeler « centre ». Là aussi, la crise du fordisme entraîne un processus d'éclatement, certes de moindre ampleur que dans l'ainsi dite périphérie.

Vers la fin des années 60, la diffusion de l'accumulation intensive a largement homogénéisé les normes de production et de consommation sur l'ensemble des pays industrialisés¹⁶. Cette homogénéité même contribue à aggraver la crise du fordisme, en déstabilisant l'hégémonie des USA : la dévaluation du dollar en 1971 ouvre la « guerre commerciale ». Mais s'il y a matière à guerre commerciale, c'est que les échanges de biens manufacturés entre pays du centre ont recommencé à croître dans le milieu des années 60, du fait de l'extension des aires technico-commerciales sur lesquelles devait se déployer la production de masse. Dès lors, les coefficients « exportation et importations/produit industriel domestique » recommencent partout à croître.

Or cette ouverture croissante vient elle-même contribuer à déstabiliser, pays par pays, la régulation monopoliste du fordisme. Car le salaire, couplé à la productivité, n'est plus seulement la variable commandant, en un subtil équilibre, le taux de profit théorique et la croissance des débouchés internes. Il devient de plus un facteur déterminant de la compétitivité d'un pays. Dès lors, plus est grande « l'ouverture » de ce pays, plus la régulation salariale y devient problématique. Toute augmentation du salaire réel pèse en effet sur la compétitivité à l'exportation (effet prix), mais résulte aussi en appel à l'importation (effet volume) : ce qui n'est pas grave tant que le salaire réel et la productivité croissent au même rythme dans les différents pays. Mais, quand pour faire pièce à la

16. Les capitalismes d'Etat de l'Est ne sont pas abordés dans cette intervention, si ce n'est pas le biais d'un « NPI » comme la Pologne. Dans tout ce qui suit, nous nous appuyons sur le rapport CEPREMAP [1980].

baisse de la profitabilité entraînée par l'alourdissement du capital, les patronats et les gouvernements pèsent sur les salaires réels, chaque capitalisme national cherche à trouver à l'extérieur les débouchés que supprime à l'intérieur sa propre politique d'« austérité ». En tout état de cause, à partir de 1973, il faut exporter davantage pour payer la « rente pétrolière ». Et pour être plus compétitif, on pèse à nouveau sur le coût salarial par unité produite. Or, non seulement il n'est pas certain que chacun gagne plus à l'extérieur qu'il ne perd en débouchés chez lui, mais en plus il est certain que les débouchés totaux tendent à diminuer. La stagnation s'installe, le capital fixe devient encore plus lourd à rentabiliser et le salaire indirect à financer, les taux de profit baissent encore, l'accumulation ralentit encore et donc aussi la productivité : le cercle vertueux est devenu cercle vicieux...

Mais les contradictions de la « guerre commerciale à coup d'austérité » ne frappent pas également tous les concurrents. Car le « degré » d'ouverture n'est pas le seul paramètre en matière de commerce international au sein du centre. Tous les pays du centre n'exportent pas et n'importent pas la même chose. Chaque économie nationale peut être plus ou moins bien « spécialisée » : plus ou moins dans la section productive des biens d'équipement au sein du régime d'accumulation central, plus ou moins dans les tâches de niveau I, II ou III dans la division concrète du travail à l'intérieur des branches classiques du fordisme, plus ou moins dans les branches en déclin ou dans les branches en essor, celles où se déterminent les nouvelles normes de production et de consommation. Un pays spécialisé plutôt dans l'assemblage de biens de consommation devenus banals ne pourra guère jouer que sur les prix dans la concurrence internationale : il devra adopter un taux de change bas ou des bas salaires. Et là, il entrera dans une dangereuse concurrence avec les NPI. Un pays disposant des biens d'équipement et des modes d'organisation déterminant les nouvelles normes productives en voie de constitution échappera davantage à cette contrainte, soit qu'il puisse inonder le marché mondial de biens de consommation nouveaux avec des écarts de productivité importants, soit qu'il soit seul à pouvoir vendre aux autres certains biens d'équipement indispensables.

Ainsi, dans la crise, on observe une évolution divergente des pays du centre, liée non pas tant à leur « degré d'ouverture » (encore que de toute façon l'ouverture d'un pays entrave sa régulation interne, les USA et le Japon étant les moins « ouverts »), qu'à la maîtrise de la production des biens d'investissement principaux, des activités à fort contenu en travail qualifié, des productions déterminantes du point de vue de la maîtrise technologique. Mais encore une fois tous ces « dons » ne tombent pas du ciel. Ce qui détermine la capacité d'adaptation et de spécialisation « positive », c'est comme toujours l'organisation sociale interne, comme résultat de la lutte et des compromis entre les classes, des « habitudes » acquises pendant la phase de croissance fordiste, tant en ce qui concerne le rapport salarial, la qualification de la main-d'œuvre, la conflictualité ou la négociation dans l'introduction du changement technique, qu'en ce qui concerne les rapports entre les grandes entreprises et les sous-traitants, la recherche et l'industrie, l'industrie et la banque, les formes d'intervention de l'Etat, etc.

*
**

Où se situera chaque pays dans cette « nouvelle donne » ? J'espère au moins avoir montré que, mis à part les cas limites évidents des pays que leur très faible développement capitaliste et technique condamne d'emblée à n'échapper à la domination qu'en rompant radicalement avec les normes dominantes de l'ainsi nommé « développement », aucun « destin » extérieur, aucune loi générale du capitalisme ne vient dicter à telle nation sa place au sein d'une implacable division du travail. A moins bien sûr d'appeler « destin extérieur » le poids du passé, inscrit dans la structure sociale. A moins d'appeler « destin extérieur » l'intériorisation des normes d'un modèle de développement qui semble excellemment réussir ailleurs. A moins d'appeler loi coercitive l'acceptation délibérée des règles du libre-échange, du « libre jeu des forces du marché »... Car, même « sur la base des conditions données, héritées du passé », les hommes et les nations font leur propre histoire...

Alain LIEPIETZ.

BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. [1976] : *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- AMIN S. [1973] : *Le développement inégal*, Editions de Minuit, Paris.
- ARRIGHI G. [1982] : « Une crise d'hégémonie », in Var. auct. *La crise, quelle crise ?*, F. Maspero, Paris.
- BOLTANSKI L. [1982] : *Les cadres*, Minuit, Paris.
- BOURDIEU P. [1980] : *Leçons de sociologie*, Minuit, Paris.
- BOYER R., MISTRAL M. [1978] : *Accumulation, inflation et crise*, PUF, Paris.
- BRAUDEL F. [1980] : *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, A. Colin, Paris.
- CARDOSO F.H. [1974] : « "Théorie de la dépendance" ou analyses concrètes de situations de dépendance ? », *L'Homme et la Société*, n° 33-34, 2^e semestre.
- CARDOSO F.H., FALETTO E. [1967] : *Dependencia y desarrollo en América Latina*, Siglo XXI, Mexico, 1969. Mimeo ILPES, Santiago du Chili, 1967.
- CEPREMAP [1977] : *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport au CORDES par Benassy J.P., Boyer R., Gelpi R.M., Lipietz A., Mistral J., Munoz J., Ominami C., Paris, mimeo.
- [1980] : *Redéploiement industriel et espace économique*, rapport à la DATAR de Lafont J., Leborgne D., Lipietz A., publié dans *Travaux et recherches de Prospective*, n° 85, La Documentation Française.
- CORRIAT B. [1979] : *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgeois.
- ECO U. [1982] : *Le nom de la rose* (trad. f.), Paris, Grasset.
- GRANOU A., BARON Y., BILLAUDOT B. [1979] : *Croissance et crise*, Maspero, Paris.
- FRANK A.G. [1977] : *L'accumulation mondiale 1500-1800*, Calmann-Lévy, Paris.
- [1978] : *L'accumulation dépendante*, Anthropos, Paris.
- HAUSMANN R. [1981A] : *State Landed Property Oil Rent and Accumulation in the Venezuelan Economy*, Ph. D. Thesis, Cornell Univ.
- KOSIK K. [1970] : *La dialectique du concret*, F. Maspero, Paris.
- LIEPIETZ A. [1973] : « Approche théorique des transformations de l'espace français », mimeo CEPREMAP. Publié dans *Espaces et Sociétés*, novembre 1975, Anthropos.
- [1977] : *Le capital et son espace*, Paris, F. Maspero, édition augmentée 1983.
- [1979] : *Crise et inflation : pourquoi ?* Paris, Maspero.
- [1981] : *Vers une mondialisation du fordisme ?*, intervention au Symposium International de Sfax (avril 1981). Trad. anglaise : *New Left Review*, n° 132, 1982.
- [1982A] : « La crise du fordisme périphérique », intervention au Colloque *Problèmes de la reprise internationale et NOEI*, Mimeo CEPREMAP 8225. A paraître dans *Les Temps Modernes*.

Enjeux de Sociétés

- [1982B] : « Derrière la crise : la tendance à la baisse du taux de profit », *Revue Economique* n° 2, mars.
- MARTY C. [1982] : « Les arrangements concernant le commerce international des textiles », *Revue de la concurrence et de la consommation*, 3^e trimestre.
- MARX K. [1867] : *Le Capital*, livre I.
- MICHALET C.A. [1976] : *Le capitalisme mondial*, PUF, Paris.
- MISTRAL J. [1982] : « La diffusion internationale inégale de l'accumulation intensive et ses crises », J.L. Reiffers ed., *Economie et finance internationale*, Dunod, Paris.
- OMINAMI C. [1980] : *Croissance et stagnation au Chili : éléments pour l'étude de la régulation dans une économie sous-développée*, Thèse Univ. Paris-X, mimeo.
- PALMA G. [1978] : « Dependency : a formal theory of underdevelopment or a methodology for the analysis of concrete situation of underdevelopment ? » *World Development* vol. 6, n° 7-8, July-August.
- SALAMA P., TISSIER P. [1982] : *L'industrialisation dans le sous-développement*, Maspero, Paris.
- WARREN B. [1980] : *Imperialism, pioneer of capitalism*, New Left Books, London.